

Politique de protection des données à caractère personnel, à destination des agents de l'UTT

1. Préambule

Le Règlement (EU) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement de données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, autrement appelé le Règlement général sur la protection des données (ci-après *RGD*) fixe le cadre juridique applicable aux traitements de données à caractère personnel. Le RGPD renforce les droits et les obligations des responsables de traitements, des sous-traitants, des personnes concernées et des destinataires des données et étend son champ d'application à tout traitement concernant des données à caractère personnel de citoyens européens.

Pour une bonne compréhension de la présente politique il est précisé que :

- Le « responsable du traitement » s'entend comme étant la personne physique ou morale, qui détermine les finalités et les moyens d'un traitement de données à caractère personnel. Au titre de la présente politique, le responsable du traitement est l'université de technologie de TROYES (ci-après UTT) ;
- Le « sous-traitant » s'entend de toute personne physique ou morale qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement. Il s'agit donc en pratique des prestataires avec lesquels l'UTT travaille et qui interviennent sur les données à caractère personnel de l'UTT ;
- Les « personnes concernées » sont les personnes qui peuvent être identifiées, directement ou indirectement et dont les données à caractère personnel font l'objet d'un traitement par le responsable du traitement, c'est-à-dire l'ensemble des apprenants de l'UTT ;
- Les « destinataires » des données s'entendent des personnes physiques ou morales qui reçoivent communication des données à caractère personnel. Les destinataires des données peuvent donc être aussi bien des agents (titulaires ou contractuels) de l'UTT que des organismes extérieurs (établissements partenaires, ministères, établissements bancaires, URSSAF, rectorat, centre des impôts, etc.).
- Le « délégué à la protection des données (DPO) » est la personne en charge de la protection des données personnelles et du respect de la réglementation relative à ces données.
- Le terme « agents » désigne l'ensemble des personnels employés par l'UTT. On distingue plusieurs catégories d'agents, en fonction de leur régime (titulaires, non-titulaires de droit public ou de droit privé).

Le RGPD, en son article 12, impose que les personnes concernées soient informées de leurs droits de manière concise, transparente, compréhensible et aisément accessible.

Par ailleurs l'article L. 1222-4 du Code du travail prescrit que « *aucune information concernant personnellement un salarié ne peut être collectée par un dispositif qui n'a pas été porté préalablement à sa connaissance* ».

2. Définitions

- ✓ « Donnée à caractère personnel » : toute information concernant une personne physique identifiée ou identifiable (personne concernée) ; est réputée identifiable une personne qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un numéro d'identification ou à plusieurs éléments spécifiques, propres à son identité physique, physiologique, psychique, économique, culturelle ou sociale.
- ✓ « Données enrichies » : les données à caractère personnel enrichies s'opposent à la notion de données à caractère personnel « brutes » fournies par la personne concernée. Il s'agit des données qui sont générées par le responsable du traitement. Il peut également s'agir de données déduites et/ou dérivées créées par le responsable du traitement sur la base des données « fournies par la personne concernée ».

- ✓ « Traitement de données à caractère personnel » : toute opération ou ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données à caractère personnel (telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, ainsi que le verrouillage, l'effacement ou la destruction)
- ✓ « Violation de données à caractère personnel » : une violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données.

3. Objet

Pour satisfaire à son bon fonctionnement, l'UTT est tenue de mettre en œuvre et d'exploiter des traitements de données à caractère personnel relatifs aux agents qu'elle emploie.

La présente politique a pour objet de satisfaire à l'obligation d'information de l'UTT et ainsi de formaliser les droits et les obligations de ses agents au regard du traitement de leurs données à caractère personnel.

4. Portée

La présente politique de protection des données à caractère personnel a vocation à s'appliquer dans le cadre de la mise en place des différents traitements des données à caractère personnel des agents de l'UTT, quel que soit leur statut (CDI, CDD, autres formes de contrat, etc). Le cas échéant, elle s'applique également aux stagiaires et intervenants extérieurs invités au sein de l'UTT.

La présente politique ne porte que sur les traitements dont l'UTT est responsable de traitement et ne vise donc pas les traitements qui ne seraient pas créés ou exploités par l'UTT elle-même (traitements dits « sauvages »). Néanmoins, les traitements de données à caractère personnel peuvent être gérés directement par l'UTT ou par le biais d'un sous-traitant spécifiquement désigné par l'UTT.

Cette politique est indépendante de tout autre document pouvant s'appliquer au sein de l'UTT, notamment les chartes des systèmes d'information, les chartes administrateur ou encore les chartes liées à la déconnexion ou au télétravail.

5. Informations générales

Responsable de traitement :

Université de technologie de Troyes (UTT) 12 rue Marie Curie - CS 42060 - 10004 TROYES CEDEX

6. Opposabilité

Le présent document est opposable et s'impose :

- À l'UTT en sa qualité de « responsable du traitement » au sens du RGPD ;
- À tout agent qui participe et/ou met en œuvre les traitements au sein de l'UTT ;
- À toute personne à qui l'UTT communique ces données (ci-après « destinataire des données ») ;
- À tout prestataire de l'UTT qui traite des données pour son compte (ci-après les « sous-traitants »).

7. Principes généraux

Aucun traitement n'est mis en œuvre par l'UTT concernant des données à caractère personnel des agents s'il ne répond pas aux principes généraux du RGPD.

Tout nouveau traitement, modification ou suppression d'un traitement existant sera porté à la connaissance des agents par tous moyens à la convenance de l'UTT.

Une liste des traitements de données à caractère personnel existants est disponible via le registre tenu par le Délégué à la protection des données personnelles (ci-après nommé le DPO).

8. Finalités et bases légales

Selon les cas, l'UTT traite notamment les données des agents de l'établissement pour les finalités suivantes :

- gestion, suivi des candidatures et convocations à des entretiens ;
- évaluation de la capacité du candidat à occuper l'emploi proposé ;
- gestion des dossiers individuels des agents, de leur carrière et de leurs congés
- suivi et évaluation des agents;
- gestion des accidents du travail et maladies professionnelles et suivi des visites médicales ;
- gestion des annuaires internes, organigrammes et agendas professionnels ;
- gestion des dotations individuelles en fournitures et équipements (ex : téléphonie mobile) ;
- gestion des élections professionnelles ;
- suivi et maintenance du parc informatique ;
- gestion de la messagerie électronique professionnelle ;
- gestion des réseaux privés virtuels internes permettant la diffusion ou la collecte de données des agents (intranet) ;
- suivi des demandes de formation et des périodes de formation effectuées ;
- gestion des accords collectifs ;
- calcul ainsi que paiement des rémunérations et accessoires, des frais professionnels
- réalisation des opérations résultant de dispositions légales, de conventions collectives ou de stipulations contractuelles concernant :
 - les déclarations à l'administration fiscale et aux organismes de protection sociale, de retraite et de prévoyance ;
 - le calcul des cotisations et versements donnant lieu à retenue à la source ;
 - la tenue des comptes individuels relatifs à l'intéressement et à la participation des travailleurs à l'UTT ;
 - la réalisation de tout traitement statistique non nominatif, lié à l'activité salariée dans l'UTT ;
 - la fourniture des écritures de paie à la comptabilité.
- contrôle individuel de l'accès pour sécuriser l'entrée dans les bâtiments et/ou les locaux faisant l'objet d'une restriction de circulation ;
- gestion des horaires et des temps de présence ;
- gestion de la mise en place d'un système de paiement associé à la restauration interne ;
- réalisation d'états statistiques ;
- emprunt d'ouvrages ou utilisation des services de la bibliothèque universitaire ;
- constitution d'archives historiques ;
- ...

L'agent est informé que la collecte de ses données à caractère personnel est nécessaire à l'exécution de son contrat ou d'une obligation légale de l'UTT.

9. Destinataires des données – Habilitation et traçabilité

L'UTT s'assure que les données ne soient accessibles qu'à des destinataires internes ou externes habilités et autorisés.

Les données ne peuvent être transmises que si elles demeurent utiles aux destinataires habilités et autorisés.

Pourront notamment être destinataires de ces données à caractère personnel :

- Interne : service de gestion du personnel, direction des systèmes d'information (DSI), service financier, services généraux, délégués syndicaux, IRP, contrôleurs de gestion et audit, archiviste.

- Externe : cabinet de recrutement, URSSAF, organismes de formation, organismes sociaux, organismes financiers.

Si un agent se rend compte qu'il dispose d'un accès à des données auxquelles il ne devrait pas avoir accès, il a pour obligation de prévenir sans délai la direction des systèmes d'information, le DPO ou le responsable de la sécurité des systèmes d'information.

Les agents sont informés que tous les accès concernant des traitements relatifs à leurs données à caractère personnel font l'objet d'une mesure de traçabilité.

Par ailleurs, les données à caractère personnel pourront être communiquées à toute autorité légalement habilitée. Dans ce cas, l'UTT n'est pas responsable des conditions dans lesquelles les personnels de ces autorités ont accès et exploitent les données.

10. Durée de conservation

La durée de conservation des données est définie par l'UTT au regard des contraintes légales et contractuelles qui pèsent sur elle et à défaut en fonction de ses besoins.

Passé les délais fixés, les données sont supprimées (candidatures par exemple) ou conservées (par exemple : pour des raisons légales de conservation administratives), ou enfin anonymisées (notamment pour des raisons d'usages statistiques). Il est rappelé aux agents que la suppression ou l'anonymisation sont des opérations irréversibles et que l'UTT n'est plus, par la suite, en mesure de restaurer les données.

11. Droit de confirmation et droit d'accès

Les agents disposent d'un droit de demander à l'UTT la confirmation que des données les concernant, sont ou non traitées. Ils disposent également d'un droit d'accès, ce dernier étant conditionné au respect des règles suivantes :

- La demande émane de la personne elle-même ;
- Elle est accompagnée d'une copie d'un titre d'identité signé ou permet de prouver l'identité de la personne requérante ;
- Elle est formulée par écrit à l'une des adresses suivantes :
 - Délégue à la protection des données personnelles - Université de technologie de Troyes – 12 rue Marie Curie - CS 42060 - 10004 TROYES CEDEX
 - dpo@utt.fr

Si l'agent présente sa demande de copie des données par voie électronique, les informations demandées lui seront fournies sous une forme électronique d'usage courant, sauf demande contraire. En cas de demande de copie supplémentaire sous format papier, l'UTT pourra exiger la prise en charge financière de ce coût par le demandeur.

L'agent est enfin informé que ce droit d'accès ne peut porter sur des informations ou données confidentielles ou encore pour lesquelles la loi n'autorise pas la communication.

Le droit d'accès ne doit pas être exercé de manière abusive c'est-à-dire réalisé de manière régulière dans le seul but de déstabiliser le service concerné.

12. Mise à jour, actualisation et rectification

Afin de permettre une mise à jour régulière des données à caractère personnel collectées par l'UTT, celle-ci pourra solliciter l'agent qui aura pour obligation de satisfaire aux demandes de l'UTT. En cas de modification des informations de l'agent par l'UTT, celui-ci en sera spontanément informé.

L'agent dispose également d'un droit à la rectification de ses données, lorsque celles-ci s'avèrent inexacts ou incomplètes. Pour ce faire, l'UTT met à disposition des agents tous les moyens nécessaires en ligne ou hors ligne

pour que ces derniers leur fassent part de toute modification sur les données à caractère personnel détenues par l'UTT.

Dans la mesure du possible, l'UTT répercute ces rectifications auprès des personnes auxquelles elle a transmis les données des agents. Cette obligation ne saurait toutefois s'imposer lorsqu'une telle démarche s'avère impossible ou exige des efforts disproportionnés.

13. Décision individuelle automatisée

L'UTT ne procède à aucune décision individuelle automatisée concernant ses agents.

14. Droit post-mortem

Les agents sont informés qu'ils ne disposent pas du droit de formuler des directives concernant la conservation, l'effacement et la communication de leurs données post-mortem, dans la mesure où l'UTT est soumise à la législation relative aux archives publiques.

15. Droit d'usage

L'UTT se voit conférer par l'agent un droit d'usage et de traitement de ses données à caractère personnel pour les finalités exposées. Toutefois, les données qui sont le fruit d'un travail de traitement et d'analyse de l'UTT, autrement appelées les données enrichies, demeurent la propriété de l'UTT (analyse d'usage, statistiques, etc.).

16. Données issues des réseaux sociaux

L'UTT s'interdit d'exploiter, sans l'accord préalable de l'agent public, les données et les informations d'ordre privée, même si elles sont rendues publiques et diffusées par ce dernier sur les réseaux sociaux notamment.

17. Sous-traitance

L'UTT informe les agents qu'elle pourra faire intervenir tout sous-traitant de son choix dans le cadre du traitement de ses données à caractère personnel. Dans ce cas, l'UTT s'assure du respect par le sous-traitant de ses obligations en vertu du RGPD et s'engage à signer avec lui un contrat écrit. L'UTT impose à tous ses sous-traitants les mêmes obligations en matière de protection des données qu'à elle-même. De plus, l'UTT se réserve le droit de procéder à un audit auprès de ses sous-traitants afin de s'assurer du respect des dispositions du RGPD.

18. Origine des données collectées

Les données collectées par l'UTT sont soit collectées directement par elle, soit collectées de manière indirecte.

La collecte directe des données prend différentes formes :

- Données collectées dans une candidature auprès de l'UTT
- Données collectées lors d'un recrutement au sein de l'UTT
- Données collectées par envoi ou remise d'une donnée personnelle par le candidat ou le personnel (courriel, lettre, réponse à des questionnaires ou sondages, etc.)
- Données techniques (données de connexion ou de trafic) liées à l'usage des services informatiques ou numériques de l'UTT
- ...

La collecte indirecte des données prend différentes formes :

- Données collectées par le Crous afin de payer les services de restauration du Crous de manière dématérialisée
- Données collectées par les administrations et rectorat
- Données collectées via d'autres universités ou écoles tierces à l'UTT
- ...

19. Sécurité

Il appartient à l'UTT de définir et de mettre en œuvre les mesures techniques de sécurité, physique ou logique, qu'elle estime appropriées pour lutter contre la destruction, la perte, l'altération ou la divulgation non autorisée des données de manière accidentelle ou illicite.

En tout état de cause, l'UTT s'engage, en cas de changement des moyens visant à assurer la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel, à les remplacer par des moyens d'une performance supérieure. Aucune évolution ne pourra conduire à une régression du niveau de sécurité.

En cas de sous-traitance d'une partie ou de la totalité d'un traitement de données à caractère personnel, l'UTT s'engage à imposer contractuellement à ses sous-traitants des garanties de sécurité par le biais de mesures techniques de protection de ces données et les moyens humains appropriés.

20. Violation des données

En cas de violation de données à caractère personnel, l'UTT s'engage à en notifier la CNIL dans les conditions prescrites par le RGPD. Si ladite violation fait porter un risque élevé pour les salariés et agents publics et que les données n'ont pas été protégées, l'UTT en avisera les agents concernés et leur communiquera les informations et recommandations nécessaires.

21. Délégué à la protection des données

L'UTT a désigné une déléguée à la protection des données.

Les coordonnées de la déléguée à la protection des données sont les suivantes :

- Déléguée à la protection des données personnelles
Université de technologie de Troyes
12 rue Marie Curie - CS 42060
10004 TROYES CEDEX
- OU dpo@utt.fr.

En cas de mise en œuvre d'un nouveau traitement de données à caractère personnel, l'UTT saisit préalablement la déléguée à la protection des données. Celle-ci sensibilise, conseille et assure également la formation des personnels sur le sujet.

Si l'agent souhaite obtenir une information particulière, souhaite poser une question particulière ou rencontre un problème avec un traitement des données à caractère personnel, il lui sera possible de saisir la déléguée à la protection des données qui lui donnera une réponse dans un délai raisonnable au regard de la question posée ou de l'information requise.

22. Flux transfrontaliers

L'UTT se réserve, seule, le choix d'avoir, ou non, des flux transfrontières pour les données à caractère personnel qu'elle collecte et qu'elle traite. Néanmoins, en cas de transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers à l'Union Européenne ou vers une organisation internationale, l'UTT s'assurera du bon respect des droits de ces mêmes personnes. L'UTT s'engage si nécessaire à signer un ou plusieurs contrats permettant d'encadrer les flux transfrontières de données. Les dispositions relatives aux flux transfrontières sont opposables à l'UTT, sauf dans les cas dérogatoires prévus à l'article 49 du RGPD.

23. Registre des traitements

L'UTT, en tant que responsable du traitement, s'engage à tenir à jour un registre de toutes les activités de traitement effectuées.

Ce registre est un document ou applicatif permettant de recenser l'ensemble des traitements mis en œuvre par l'UTT en tant que responsable du traitement. L'UTT s'engage à fournir à l'autorité de contrôle, à première demande, les renseignements permettant à ladite autorité de vérifier la conformité des traitements à la réglementation informatique et libertés en vigueur.

24. Droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL

L'agent concerné par le traitement de ses données à caractère personnel est informé de son droit d'introduire une plainte auprès d'une autorité de contrôle (à savoir la CNIL), s'il estime que le traitement de données à caractère personnel le concernant n'est pas conforme aux réglementations en vigueur, en ligne sur le site de la CNIL ou à l'adresse postale suivante :

Cnil – Service des plaintes 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07 - Tél : 01 53 73 22 22

25. Evolution

La présente politique peut être modifiée ou aménagée à tout moment en cas d'évolution légale, jurisprudentielle, des décisions et recommandations de la CNIL ou des usages. Toute nouvelle version de la présente politique sera portée à la connaissance des agents par tout moyen défini par l'UTT, y compris la voie électronique (diffusion par courrier électronique ou en ligne par exemple).